

PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

| JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/> |
|--|--|
| <p>Commentaires : La mission parlementaire du sénateur Erice Boquet et du député Alain Boquet a mis en lumière l'importance de la fraude fiscale qui fait perdre chaque année de 60 à 100 milliards d'€ à la France et plus de 1000 à l'Europe. Les conséquences se font sentir sur les budgets de l'éducation, la santé, la justice et plus généralement aux services publics.</p> <p>La France, l'Europe et le Monde doivent mettre en place une gouvernance mondiale pour mettre la finance au service des peuples. Député, je serai attentif à ce que les entreprises de ma circonscription respectent leurs engagements sociétaux (et donc fiscaux).</p> | |

PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

| JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/> |
|---|--|
| <p>Commentaires : La France a besoin d'une réforme fiscale allant vers plus de justice et l'Europe a besoin d'une harmonisation fiscale pour supprimer toute concurrence liée à cet aspect.</p> <p>Le CICE sera supprimé, la progressivité de l'ISF sera accrue et la CSG devra progressivement disparaître.</p> <p>La justice fiscale devra donc mieux faire contribuer à l'effort national les hauts revenus et alléger la pression sur les foyers modestes (notamment en instaurant un taux zéro de TVA pour les produits de première nécessité).</p> | |

PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

| JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/> |
|---|--|
| <p>Commentaires : Je serai même favorable à ce que ce pourcentage soit porté rapidement à 1%. Notre programme fixe notamment des engagements précis comme l'isolation et la rénovation de 500 000 logements ancien par an ou favoriser les circuits courts ou bien encore transférer le transport des marchandises vers le fret, le ferroutage ou les voies navigables.</p> | |

PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

| JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/> |
|--|--|
| <p>Commentaires : Oui, il faut prendre le pouvoir sur la finance, notamment en créant un pôle public bancaire pour peser sur l'orientation des crédits et de l'épargne à des fins de financement des investissements socialement utiles.</p> | |

PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

| JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/> |
|--|--|
| <p>Commentaires : Les inégalités et la pauvreté se sont considérablement développées dans les pays en voie de développement, mais également en Europe depuis la crise financière de 2007/2008. Résorber cette situation doit être un marqueur de la prochaine mandature. Cela passe par plus d'intervention des populations locales dans la définition de leurs besoins et les prises de décisions concernant les investissements des entreprises et des collectivités.</p> | |

PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

| JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/> |
|--|--|
| <p>Commentaires : La nocivité de la consommation de charbon n'est plus à démontrer. L'éradiquer nécessite d'accompagner financièrement les foyers modestes qui en sont encore dépendants ou ceux qui sont en situation de précarité énergétique. Plus généralement, si l'on veut atteindre les objectifs de lutte contre le réchauffement climatique d'ici à 2040/2050, le couplage de la montée en charge des énergies renouvelables et du maintien de nos capacités de production nucléaire sont encore nécessaires. Il faut accroître les budgets de recherche pour réduire cette dépendance au nucléaire.</p> | |

PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : La substitution de terres agricoles par des cultures à vocation de bio-carburants produit une catastrophe écologique par la déforestation et le déséquilibre alimentaire. Explorer cette voie nécessite justement que la puissance publique intervienne pour garantir la maîtrise des terres agricoles par les producteurs eux-mêmes et assurer la réponse locale aux besoins alimentaires des populations. Les bio-carburants pourraient alors être acceptés dans la mesure où ils ne seraient que des produits résiduels de la production agricole et respectueux de la ressource en eau.

PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : Oui pourquoi pas. Encore faut-il s'entendre sur la question des dons, notamment en s'assurant de la bonne utilisation de ceux-ci.

PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

| JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/> |
|---|--|
| <p>Commentaires : Oui, bien sûr. Mais ce sont surtout les politiques publiques qui doivent en être garantes. Ce domaine ne peut être laissé à l'initiative des groupes industriels et des marchés financiers.</p> | |

PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

| JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/> |
|---|--|
| <p>Commentaires : Il faut dans un premier temps agir pour que notre agriculture retrouve un équilibre économique, notamment en encadrant les marges de la grande distribution. Parallèlement, il faut promouvoir l'agriculture paysanne et les circuits courts (fonds de soutien, fiscalité appropriée,...) Promouvoir une nouvelle PAC répondant aux besoins intérieurs et assurant la souveraineté alimentaire et la transition écologique.</p> | |

PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : Nous avons un devoir d'accueil de tous ces réfugiés. C'est aujourd'hui probablement un des plus grands défis à venir pour des pays comme les nôtres. Car ces migrations, souvent subies du fait de la guerre ou du réchauffement climatique, sont amenées à se développer. Nous ne pouvons pas continuer à vivre dans un monde d'inégalités, un monde où les grandes puissances se partagent les richesses. Certes, nous vivons de plus en plus dans un monde de mobilité croissante des populations. Mais, il nous faut construire un monde qui tarisse les causes de migration subie et qui favorise des mobilités positives des populations.

PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : Je renverrai à ma réponse précédente qui implique l'Europe dans son ensemble.
L'accord avec la Turquie doit être remis en cause totalement car il "soustrait" à des conditions honteuses la propre responsabilité des européens

PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : Ces propositions doivent être renforcées par de meilleurs outils d'intervention des salariés et de leurs représentants dans leurs entreprises et groupes.

PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : Il conviendrait ainsi d'organiser un sommet social européen avec les représentants du monde du travail de toute l'Europe pour viser une harmonisation sociale par le haut.
Il conviendrait également de soustraire au domaine de la concurrence la production des biens et services répondants aux besoins humains élémentaires.

PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

| JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/> |
|--|---|
| <p>Commentaires : La mandature devrait mettre à l'ordre du jour une loi-cadre mettant fin aux violences faites aux femmes. Si l'égalité professionnelle est inscrite dans la loi, nombreux sont les employeurs qui la contourne. Il faut renforcer les outils permettant le contrôle et l'application (inspection du travail, conventions collectives,...). Il faut mettre fin au temps partiel subi, sachant qu'il concerne très majoritairement les femmes.</p> | |

| | |
|---|--|
| <p>En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.</p> | |
| <p>Nom : MAURIN</p> <p>Prénom : Vincent</p> <p>Département : Gironde</p> <p>Étiquette politique : PCF-Front de Gauche</p> | <p>Date : 3 juin 2017</p> <p>Signature :</p> |